

En vue de sa publication, la revue *L'inventaire* me demanda quelques précisions sur le texte originel. Voici donc, comme une interview, ces remarques additionnelles autour et sur *Un grand et triste dés-oeuvre* (nov.2023)

***L'inventaire:* Ton texte nous a beaucoup intéressé mais des questions demeurent, en l'état. Voici quelques remarques, impressions, questions et pistes à creuser (selon nous). A toi de voir si tu souhaites ou non donner suite. Rien ne presse.**

Tout d'abord, il nous paraît intéressant de creuser le rapport à la Drac dans ton texte et d'analyser la place que tiennent les Pass Culture dans les chamboulements dont tu parles.

Idem sur le sens de la production artistique, sa valeur.

La DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles), n'échappant pas à la norme administrative française, a un fonctionnement et des procédures assez obscures. Il faut donc entrer dans son langage, dans ses rythmes et être proche du centre décisionnel. Cet organisme, sous couvert d'impartialité et d'équité, travaille en fait avec des artistes simples, identifiés, sortis du sérail. Il y a, à la fois, une certaine paresse à chercher les acteurs originaux et une hostilité à l'égard de tout ce qui compliquerait la machine complexe.

En fait, la DRAC est déjà assez distante des artistes. Elle ne vient pas à nous, il est assez difficile d'obtenir un rendez-vous et elle nous renvoie à des appels d'offre, à des programmes ou à des secteurs spécifiques quand nous demandons renseignement ou aide. Alors que nous allons vers elle, il apparaît bien souvent que notre demande ne rentre pas dans telle ou telle politique, qu'elle doit passer par une autre voie ou qu'au mieux elle devra être reformulée pour s'inscrire dans une ingénierie socio-culturelle aux ramifications qui nous échappent.

Les rares fois où j'ai pu finalement m'asseoir en face d'un conseiller avec une action artistique précise, je n'ai jamais senti d'intérêt ou une réelle attention. Cette entrevue, courte et pressée, n'a jamais conduit à fixer un prochain rendez-vous avec des objectifs et des précisions à fournir, à inscrire la proposition dans un calendrier, à la soumettre à une commission voire même à abandonner un projet en connaissance de cause. J'ai toujours eu l'impression d'usurper ma place et de venir mendier, déraisonnablement, des subsides...publics.

Je pense que c'est un sentiment très partagé par les artistes qui tentent encore de passer par nos organismes de tutelle. D'ailleurs, de manière générale, perverse et insidieuse, les intermédiaires (Centre sociaux culturels, par exemple) qui "font accéder" les artistes à des fonds (appels d'offre, montages combinant politique culturelle/touristique et sociale, financements croisés ville/région/département...) en tirent un pouvoir discrétionnaire, attendent ou demandent, mine de

rien, une reconnaissance voire une sujétion de notre part.

Pourtant, il faut savoir que c'est l'artiste qui fournit, en plus de l'idée originale, une batterie d'éléments (textes, images, devis...) servant à la constitution des dossiers, c'est elle ou lui qui a donc mâché tout le travail.

Pour ce qui est du Pass-Culture, commençons par dire que c'est un tour de passe-passe.

On subventionne la consommation artistique et du même mouvement, on diminue l'ensemble des aides à la création. Ce n'est pas une politique culturelle bien pensée mais un jeu de vases communicants qui tient du bonneteau, où publics comme artistes sont perdants.

Il faut savoir qu'il y a en fait deux Pass Culture celui, dit de part individuelle, fourni aux jeunes qui dispose d'une somme variant en fonction de l'âge leur permettant l'accès, enfin l'achat, d'oeuvres¹. L'autre Pass Culture, dit part collective, est à la disposition des établissements scolaires, collèges et lycées uniquement. Une somme de 20 à 30€ par élève (variable de la 6ième à la terminale) est allouée à l'école. Un référent culturel au sein de l'école (souvent le chef d'établissement) reçoit les demandes des enseignants et puise dans cette manne. Ce dispositif affecte ou remplace d'autres sources de financement disponibles (spécifiques, délimités, à refaire chaque année) pour l'éducation artistique et culturelle qui passent par des canaux du rectorat ou de l'académie.

On ne sera pas étonné d'apprendre finalement que diminuent les sommes totales accordées à la culture en milieu scolaire et se renforcent les injustices de classes sociales. C'est un arbre qui vient s'ajouter à une forêt de contrats précaires liant les artistes aux écoles et dont il faut maîtriser le sigle, savoir l'essence et reconnaître l'espèce !

La société gérante du PASS comme la ministre de la CULTURE se plaignent dernièrement que le spectacle vivant soit sous utilisé dans le dispositif Pass Culture, c'est à la fois le fait des utilisateurs qui le consomment peu et des créateurs/compagnies qui le prisent pas ou le refusent (et on les comprend quand on sait tout ce qu'ils/elles ont déjà à faire avec tous les moyens qu'on leur coupe en même temps sous les pieds!).

Mais notons surtout que ceci est "normal", le problème est justement que le spectacle est vivant! Il reste dans ce milieu à la fois une relation incarnée au public dont la réciprocité est primordiale et une nécessité première à construire patiemment, à installer, à faire advenir une création dans l'espace public ou scolaire. Un spectacle n'est pas une référence qu'on commande sur catalogue et qu'on installe comme un meuble en kit sans se soucier de l'avant, du présent, de l'après, de l'espace ou du temps. En fait, il faudrait qu'il soit mort, le spectacle vivant, pour entrer comme objet culturel à vendre et espérer figurer sur les têtes de gondoles, se distinguer parmi les 370 000 produits

¹ Un récent rapport tout en euphémismes et en circonvolutions prudentes arrivent quand même à dire que ce n'est ni la panacée démocratique ni le paradis culturel <https://www.culture.gouv.fr/espace-documentation/Rapports/les-impacts-de-la-part-individuelle-du-pass-culture>

disposés dans les rayonnages du Pass Culture.

Car cela va de *classe apac* ou *classe Cham* en passant par *lire la ville* ou *projet acmisa* pour aboutir à un des derniers nés au joli nom de *Notre Ecole, Faisons-La Ensemble* et dont le sigle NÈFLE... en dit long et parle à tout le monde.

Tout ceci passe évidemment par des plateformes numériques (Adage, Chorus Pro...) à la fois pour la proposition artistique que pour son paiement.

Non seulement il s'agit d'un cheval de Troie pour privatiser le secteur et placer les artistes dans une concurrence silencieuse et cachée mais c'est aussi le moyen d'isoler et de déposséder chacun-e des acteurs des interactions qui font l'esprit et le cœur mêmes de la culture! L'enseignant ne construit pas avec l'artiste mais commande sur internet. Pass culture est une version améliorée du catalogue *Manufrance* appliqué aux arts auquel il manque juste maintenant le drive.

Du côté des artistes, s'ajoute un nième travail de référencement. Un travail administratif et de formatage non rémunéré où nous devenons prestataires de services et devons enregistrer dans un catalogue nos produits culturels en déterminant même sur quelle aire géographique on les propose. Sur cette plateforme qui, là encore, accélère la numérisation de la société (avec ses inégalités, de l'illectronisme aux "déserts culturels"), chacun va tout seul faire ses emplettes ou disposer son étal. La culture est avant tout un échange, un dialogue, une construction mutuelle et réciproque. C'est une rencontre et ça prend du temps. Le Pass Culture pervertit ou nie tout cela.

La question de la valeur de l'art est peut-être bien complexe mais que se passerait-il si on l'abordait simplement, si on pratiquait l'art des questions naïves à son endroit?

Il faut savoir que, globalement, la valeur - de son énonciation à sa récupération - échappe à l'artiste même! Ce n'est bien souvent pas lui qui la fixe ni qui en capte le plus gros mais les commanditaires, les intermédiaires, les galeries ou le marché. C'est particulier car nous avons là un producteur qui a vraiment peu de prise sur le prix et le revenu qu'il peut espérer de ses propres produits.

Je voudrais glisser ici sur un autre aspect de la valeur. En quelque sorte pour moi c'est l'envers de la monnaie, on ne peut s'affranchir à mon avis de cette réflexion quand on pense à la valeur, à la vente de ses oeuvres. L'auteur Stig Dagerman le dit très bien: "*Comment est-il possible de se comporter d'un côté comme si rien au monde n'avait plus d'importance que la littérature alors que, de l'autre, il est impossible de ne pas voir alentour que les gens luttent contre la faim et sont bien obligés de considérer que le plus important pour eux, c'est ce qu'ils gagnent à la fin du mois? Car il bute là sur un nouveau paradoxe: lui qui ne voulait écrire que pour ceux qui ont faim découvre que seuls ceux qui ont assez à manger ont loisir de s'apercevoir de son existence.*"²

2 Stig Dagerman, L'écrivain et la conscience, "Nous, je" Cahier 3, Actes Sud, 1984.

On comprend parfaitement ce que tu reproches à l'édifice actuel et aux logiques qui le structurent mais il demeure une interrogation à la lecture: est-ce une dénonciation du système tel qu'il est ou l'expression d'un regret, du sentiment d'injustice (très légitime d'ailleurs) que ressentent ceux qui en sont exclus ? Ou un peu des deux ? Autrement dit: faut-il "faire sauter" la DRAC ou estimes-tu qu' "une autre DRAC est possible" ?

Est-ce que tu veux "en être" (ce qui d'ailleurs ne serait pas du tout méprisable) ou pas ? Dans le système tel qu'il est, il faut *aussi* manger, survivre, etc...Il nous paraît simplement intéressant de regarder ce point-là honnêtement comme le ton du texte y invite. Ton propos donne le sentiment que tu es tiraillé entre deux positions: critique de l'Etat et de son rôle dans la précarisation des artistes, mais demande de protection (tu parles de *garantir des droits, offrir la protection d'un statut*), donc "d'Etat" d'une certaine manière. Et comme c'est assez symptomatique des logiques auxquelles personne n'échappe (soyons clair là-dessus), que ce soit dans le travail ou en dehors, ça nous semblerait intéressant que tu creuses et précises ton propos.

Alors, si je veux être provocant ou direct, je demanderai mais qui donc ne veut pas en être... de la société? C'est assurément une dénonciation du système. J'ai du mal à annoncer des phrases, un peu usées comme des mots-valises alors ça me dit pas de brandir le slogan *une autre Drac est possible, Plus jamais ça* ou *la poésie sauvera le monde!* Non, on a qu'une planète, qu'un seul monde. C'est le notre, juste celui que nous arrivons à faire. Celui qui est et qui nous reste, celui que nos combats changent et celui que nos ennemis nous laissent ou nous forcent à voir, nous obligent à avoir.

Je réclame des droits certes mais comme on a demandé l'égalité homme/femme, comme on a voulu l'arrêt de l'esclavage, comme on a exigé la diminution du temps de travail, la retraite, le travail contre une juste rétribution. C'est une bataille qui combine l'individuel et le collectif.

Et la garantie de ces droits, la valeur des arts, l'égalité des usages et des profits de la culture, il faudrait les remettre entre les mains du peuple.

Je ne veux pas en être n'importe comment.

En accédant à une meilleure condition en tant qu'artiste, par une meilleure adresse bureaucratique et une autre volonté, je resterai insatisfait et révolté par le sort qui serait toujours réservé à la plupart des artistes (que je ne différencie pas forcément de l'homme du commun).

Beaucoup de choses pourraient changer si il y avait déjà quelques artistes à tous les niveaux de l'armada administrative des fonctionnaires qui décident, choisissent et fabriquent la culture officielle. Et associer le public ne serait pas superflu dans une démocratie, non?

Dans ma région il existe aussi bien *Le Théâtre du Peuple* à Bussang qu'*Artopie*³ à Meisenthal, c'est à dire une très vieille mauvaise herbe et un jeune chiendent vivace qui poussent dans le paysage capitaliste culturel. Ce sont des tentatives, incomplètes et imparfaites peut-être, des pratiques pour aller vers autre chose.

Pour ma part, au moment du COVID, par *L'Épicerie d'Art Frais*, j'ai tenté avec des artistes complices de divers endroits du pays de proposer un panier épistolaire transportant les créations de nos 7 ateliers à une quarantaine d'abonné-e-s. Ce projet s'inspirait à la fois des AMAP (Association de Maintien de l'Agriculture Paysanne) et du groupe NE PAS PLIER/APEIS d'Ivry. Cette expérience fut fort concluante et très riche, pour les artistes et le public. Elle a duré deux ans, n'a tenu que dans cette période difficile et ce projet apportait une rémunération (trop) modeste.

Je suis entrepreneur-salarié au sein d'Artenréel, une coopérative artistique (CAE, Coopérative d'Activité et d'Emploi) donc j'exerce dans le monde (pas étanche de l'extérieur) de l'économie solidaire. Là aussi, même si je reste persuadé qu'un autre regroupement pourrait faire différemment, force est de constater que notre outil ne nous protège pas, ne change pas notre rapport au marché et au public. Nous sommes incapables d'échapper à la concurrence interne, de simplement nous coordonner pour répondre aux appels à projets, de nous rassembler pour des actions culturelles collectives (par exemple, face au danger RN aux dernières élections législatives), de conduire un vrai fonctionnement démocratique, de pratiquer l'entraide concrète...et donc de défendre nos droits et d'améliorer notre condition.

"*Heureusement et malheureusement il y a le RMI*" chantait Gnawa Diffusion, je ne pense pas qu'il faille que les artistes-auteurs cherchent à obtenir un statut ressemblant à celui des intermittents du spectacle⁴. Si celui-ci permet une couverture sociale, offre des droits à la formation et prend en compte la question du "temps mort", de l'espace qui entoure l'oeuvre; il offre bien moins de garanties émancipatrices qu'il ne consacre l'intérim la mission, la marchandisation généralisée et la privatisation des esprits.

A la fin de mon texte, j'évoque les pistes que je vois. Mais ce n'est pas clair.

Justement, il est intéressant d'aborder la question du temps, celle de l'utilité et enfin les besoins humains. Sur cette question de la valeur, nous devrions changer de balance, mesurer ça à d'autres aunes. Profiter de la puissance imaginatrice, de la spécificité explosive des arts. L'art dynamiserait-il le marché du travail, la question du salariat, le rapport à l'argent? En effet, comme pour la question de la terre ou de l'eau, il remet au centre la question des communs. Son rapport au temps chamboule les grilles du travail, du paiement à la tâche car où commence le temps de travail nécessaire à un

3 <https://theatredupeuple.com/> et **Artopie** / Centre de Création Artistique / 6 rue de la poste 57960 MEISENTHAL / tél+fax : 03 87 96 94 15 / artopie@gmail.com

4 *Portrait de l'intermittent du spectacle en supplétif de la domination*, Michel Surya, Lignes, 2007.

poème? Paye t-on la peinture faite, inclut-on les esquisses ou remonte-t-on à l'idée?

Et la mesure de l'inutilité d'une oeuvre d'art, son effet sur le bonheur social, l'intelligence collective créée et la santé des hommes améliorée! L'art n'économise-t-il pas bien des coûts, ne pèse-t-il pas d'une autre façon dans le PIB ou dans le commerce extérieur?

C'est terrible, on reste toujours avec l'emporte-pièce marchand pour construire notre société. Ce n'est même pas un imaginaire mais un recyclage infini, une machine entropique à décliner toujours un modèle clone qui ne satisfait qu'une très petite portion de la population.

Ton texte nous évoque la situation dans laquelle les paysans se trouvent parfois. Ainsi de l'appel enthousiasmant (Atelier Paysan) à une sécurité sociale alimentaire basée sur la petite paysannerie et les produits bio...mais dont on voit mal comment l'Etat \rightarrow certes dans une version régulatrice, keynésienne, donc pas la pire qu'on ait eu à subir \rightarrow n'y jouerait pas un rôle central.

Mais même en se rangeant à l'idée de confier à l'Etat un rôle prépondérant dans la protection des artistes, est-ce possible de comparer leur situation à celle des paysans ? En effet, s'il existe des communautés paysannes plus ou moins autosuffisantes, il n'en existe pas, à notre connaissance, chez les artistes. Pour le dire de façon un peu abrupte ou provocatrice: la "création payée" ne serait-elle pas indéfectiblement liée à l'existence des institutions ? J'avais évoqué ce parallèle avec toi au téléphone car il me paraît parlant: ton texte me rappelle un peu la situation inconfortable (financièrement bien sur, mais aussi intellectuellement) dans laquelle se trouvent des copains apiculteurs et d'une discussion entre eux à laquelle j'avais assisté. Les uns se plaignaient à juste titre de ne pas vivre dignement de leur travail (la vente de leur miel) et de la façon dont l'Etat et l'Europe les ignorent absolument du point de vue des aides, les autres se demandant s'il était bien raisonnable de ne vouloir vivre *que* de cela (je schématise). Bref, est-ce possible, et à quelles conditions, de n'être qu'artiste professionnel ?

Je ne sais pas si on peut comparer mais il m'apparaît évident qu'il y a et des ponts et des points communs entre culture et agriculture. Nous faisons avec les aléas extérieurs, nous faisons avec l'Autre, nous faisons avec l'esprit et les mains, nous nourrissons le monde...

L'AMAP, la coopérative de production, la CUMA (coopérative d'utilisation de matériel agricole), le circuit court sont des outils qui existent dans ces deux mondes-là.

Il y a absolument quelque chose à faire avec la population. Qui achète un tableau? Un peintre ou une personne aisée. Qui écoute de la poésie? Une poétesse ou une personne éduquée. Un grand nombre d'artistes comme d'agriculteurs va vers les gens et cherche à vendre sa production à tous 2% des écrivains vivent de leurs livres⁵.

Parcequ'on ferait de l'art, c'est à dire quelque chose de moins primordial ou nécessaire que du pain ou une chaussure, quelque chose de difficile à estimer et à vendre, on devrait se dire qu'il n'est pas possible de faire que ça.

Alors notons que souvent nombre d'artistes font déjà "profession" d'enseignant-e, de vacataire artistique ou d'animateur culturel, soit - caché dans le premier - un "deuxième métier" car dans les aléas de sa condition celle-ci, toute dérégulée, incertaine, sous-payée et mal rémunérée qu'elle soit, lui paraît offrir une certaine garantie et une régularité de revenus...

Observons aussi que c'est exactement ce que nous sommes de faire quasi tous les conseillers sociaux croisés dans les dispositifs RSA ou autres aumôneries sociales⁶ quand nous prétendons vouloir vivre en jouant de la guitare ou en étant bergère dans les alpages. Et, en fait, à y regarder de plus près, c'est un processus global qui touche de plus en plus de monde. Ainsi du travailleur pauvre qui dort dans sa voiture et fait trois boulots misérablement payés à la professeure d'université qui doit faire cours, faire de la recherche, faire de l'administratif et s'investir dans le rayonnement de son université.

Quant à l'auto-suffisance, c'est duraille! L'artiste n'existe pleinement que par le public. Nous ne pouvons non seulement pas produire "sans écouler notre marchandise" mais notre production pour nous nourrir doit être vue, achetée, commentée par l'Autre. On l'oublie mais c'est quand même le public qui nous "sacre" artiste.

Tu parles (p.3) d'une situation antérieure plus favorable à la création artistique qu'actuellement mais à quand/quoi ferais-tu remonter le basculement d'une "période bénie" vers la situation actuelle ?

Je ne pense pas qu'il y ait eu une période bénie. Et même dans l'Histoire ce fut pire, être l'obligé des princes, dépendre de mécènes, ne venir que de milieux aisés... Non, je veux dire que ça se dégrade, ça s'accélère.

Sur la spécificité de la situation de l'artiste: on voit bien en te lisant comment toute une partie

5 *Portrait...*, Michel Surya, op.cit

6 Rappelons nous que précaire vient du latin *precarius*, « obtenu par la prière », ce qui n'est donc pas assuré.

(parfois très conséquente) du travail de l'artiste échappe à la rémunération, et c'est sans doute un milieu dans lequel ces logiques ont cours plus fort, ou plus systématiquement, qu'ailleurs mais tu signales aussi en fin de texte que cette spécificité n'en est peut être pas une: petite contradiction ou propos à préciser ?

Tu écris en conclusion que « *Face à cette dépossession, nous pourrions certes et déjà garantir des droits, offrir la protection d'un statut, affermir les contrats, modifier les usages. Et si nous dépassions la question du salariat ?* ». Mais encore ? Qu'entends-tu par « *dépasser le salariat* » ? Revenu garanti, salaire à vie, autre... ? *Modifier les usages* n'est peut être pas assez explicite, il faudrait étoffer ou illustrer ces pistes. On a envie, après la lecture de ton texte de te demander de d'esquisser les contours de ce qui pourrait ressembler à un modèle plus digne (à quoi tu aspirés, ce que tu imagines, toi et ceux avec qui tu as du échanger à ce sujet) pour échapper à ces logiques de prolétarianisation de l'« *œuvrier* » .

Oui, le don, la générosité c'est très fort dans nos métiers. Et il ne faut pas que ça disparaisse, je pense même qu'il serait révolutionnaire que ça irrigue le reste du monde du travail (même si le facteur, la sage-femme, le paysan ... savent faire ça aussi).

Il doit bien y avoir moyen de s'affranchir du patronat privé comme du patronat public. Modifier les usages c'est redonner à l'art une vraie importance et toute sa place. Donc le dissocier du spectacle et du divertissement, arrêter de l'instrumentaliser à des fins occupationnelles, touristiques, de pacification sociale, de camouflage des pollutions, de cheval de troie de la ségrégation sociale... Concrètement cela implique de changer d'abord des choses "simples" même si on vise alors des éléments structurels et par là tout un appareil d'état avec ses parasites qui vivent sur la Culture. Il faut repenser et réformer les DRAC et FRAC (Fond Régional d'Art Contemporain, qui achète l'art pour les institutions publiques) en les obligeant déjà à un service public qui irait d'une vraie curiosité et une valorisation de la diversité artistique à une offre généreuse et attentionnée faite aux différents publics. Minimiser les appels d'offre, simplifier et arrêter la valse des gabarits imposés pour financer les projets culturels, comme réduire leur nombre! Laisser les artistes aller au contact des écoles, centres sociaux, médiathèques et accompagner ensuite les projets co-construits. Accorder des moyens financiers importants mais décroissants pour les actions artistiques aux établissements scolaires (beaucoup pour l'élémentaire moins pour l'universitaire) mais corrélés avec des aides prenant en compte la restitution des créations. Là aussi, et surtout, opter pour le moyen et le long terme, la reconduction des projets. Avantager les partenariats artistiques qui se construisent sur le territoire, de la ruralité aux territoires handicapés ou exclus. Pour cela, il faut déjà redonner

les rênes de la culture aux artistes et puis il faut tout un travail de type syndical, mais original et non corporatiste, un groupement de défense de la culture mêlant consommateurs et producteurs? On pourrait aussi imaginer une Caisse Culturelle abondée par une taxe sur le travail et sur le capital, une Sécurité Culturelle. Je ne sais pas, il faut inventer ensemble, non?

Matt Mahlen (nov. 2024)